

PREFECTURE DE SAONE-et-LOIRE

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES
ET DE L'ENVIRONNEMENT

Bureau de la Réglementation et
de l'Environnement

A R R Ê T É

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

prescriptions complémentaires
Communauté Urbaine Creusot Montceau
Château de la Verrerie
BP 69

71206 LE CREUSOT Cedex
Installation de stockage de déchets non dangereux de
Montceau-les-Mines lieu-dit « Les Génétas »

N° DLPE-BENV-2016-139-2

VU le code de l'environnement, notamment le titre 1^{er} du Livre V et l'article R.512-31 ;
VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux, notamment l'article 51 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 79-1896 du 12 décembre 1979 autorisant la Communauté Urbaine Le Creusot – Montceau-les-Mines à exploiter une décharge contrôlée d'ordures ménagères sur le territoire des communes de Montceau-les-Mines et Sanvignes -les-Mines ;
VU l'arrêté préfectoral complémentaire n° 06/1895/2-3 du 4 juillet 2006 prescrivant le suivi de post-exploitation du centre de stockage de déchets ménagers et assimilés de Montceau-les-Mines ;
VU le bilan quinquennal du suivi de post-exploitation du 14 décembre 2011 de la société DISTRATA ;
VU les diagnostics géotechniques des 30 janvier 2012 et 18 septembre 2014 de la société DISTRATA ;
VU le rapport et les propositions en date du 31 mars 2016 de l'inspection de l'environnement ;
VU l'avis en date du 21 avril 2016 du CODERST au cours duquel le demandeur a eu la possibilité d'être entendu ;
VU le projet d'arrêté porté le 21 avril 2016 à la connaissance du demandeur ;
VU l'absence d'observations formulées par le demandeur sur ce projet ;

CONSIDERANT que l'étang situé en contre-bas de la digue n'a pas fait l'objet d'un comblement par des matériaux inertes et qu'un risque de glissement de la digue Nord-Est ne peut être écarté ;

CONSIDÉRANT que le bilan quinquennal complété par les diagnostics géotechniques montre la nécessité de suivre les déformations de la digue ;

CONSIDERANT que la surveillance des impacts sur l'environnement dont les modalités sont définies dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 juillet 2006 nécessite d'être modifiée et complétée au vu du bilan quinquennal réalisé par l'exploitant ;

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture

A R R E T E

Article 1

Le 1^{er} alinéa de l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2006 est modifié et remplacé par les dispositions suivantes :

La Communauté Urbaine Creusot Montceau les Mines est tenue de respecter dans le cadre du suivi post-exploitation les dispositions ci-dessous, pour le centre de stockage de déchets ménagers et assimilés qu'elle a exploité sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Situation parcellaire redéfinie sur la base du cadastre actuel	Parcelles visées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 décembre 1979	Lieux-dits
Montceau-les-Mines	6, 121, 221, 275, 277, 279, 280, 284 Section CK	152 section CK	Les Génatas
Sanvignes-les-Mines	197 section AP	100 section AP	

Article 2

Les prescriptions de l'article 3, suivi de la couverture finale et étang de « Génatas », de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2006 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

La couverture végétale, les fossés et l'étang des « Génatas » sont régulièrement entretenus. Un fauchage est réalisé a minima deux fois par an. Lors de cet entretien, l'arrachage des espèces susceptibles de générer des pénétrations racinaires profondes est pratiqué.

L'exploitant assure le maintien du profil topographique du site, si nécessaire la couverture est remodelée et renforcée pour maintenir l'épaisseur de la couverture mise en place lors du réaménagement final.

Une inspection visuelle de la couverture, notamment de l'état et tenue de la digue est réalisée chaque trimestre. Chaque contrôle est notifié sur un registre avec, au minimum, la date, les observations et travaux effectués. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 3

Les prescriptions de l'article 4, suivi des eaux de surface, de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2006 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le contrôle des eaux de surface est effectué par l'intermédiaire d'un prélèvement suivi d'analyse des eaux de l'étang des « Génatas », avec une périodicité annuelle, sur les paramètres suivants : pH, matières en suspension totale (M.E.S.T.), carbone organique total (C.O.T.), demande chimique en oxygène (D.C.O.), demande biologique en oxygène (DBO₅), azote global, phosphore total, phénols, métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), arsenic, chrome hexavalent (Cr6), fluor et composés (en F), cyanures libres, hydrocarbures totaux, hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et composés organiques halogénés (AOX ou EOX).

Article 4

Les prescriptions de l'article 5, suivi de la qualité des eaux souterraines, de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2006 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines est constitué de 6 piézomètres (P1, P2, P4, S1, S3 et S4) implantés conformément au plan joint en annexe. Ceux-ci doivent être accessibles en toute circonstance et maintenus en bon état.

Cette surveillance comporte un relevé du niveau piézométrique et la réalisation périodique d'échantillons représentatifs d'eaux pour analyse en laboratoire et détermination des concentrations en éléments polluants présents. Cette surveillance s'opère au minimum sur les points de prélèvements et suivant la fréquence et les paramètres repris ci-après :

Points de prélèvement	Fréquence	Paramètres
P1, P2, P4, S1, S3 et S4	1 fois par an en période de basses eaux	pH, matières en suspension totale (M.E.S.T.), carbone organique total (C.O.T.), demande chimique en oxygène (D.C.O.), demande biologique en oxygène (DBO ₅), azote global, phosphore total, phénols, métaux totaux (Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al), Cr6, arsenic, fluor et composés (en F), cyanures libres, hydrocarbures totaux, hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP) et composés organiques halogénés (AOX ou EOX)
P1, P2, P4, S1, S3 et S4 ainsi que l'étang des « Génatas »	2 fois par an dont : - 1 fois en période de basses eaux - 1 fois en période de hautes eaux	Relevé des niveaux piézométriques et du niveau de l'étang des « Génatas »

Les piézomètres sont maintenus en bon état, capuchonnés et cadennassés. Leur intégrité et leur accessibilité sont garanties quel que soit l'usage du site ; en particulier une servitude de passage est instituée sur les parcelles où sont implantés les piézomètres.

Tout piézomètre non utilisé est rebouché de manière étanche, afin d'éviter l'éventuel transfert de polluants vers les aquifères.

Les relevés des niveaux piézométriques sont effectués à partir de points nivelés.

En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, constatée par l'exploitant, il en informe l'inspection de l'environnement et les analyses périodiques effectuées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée ou dans le cas où une dégradation significative de la qualité des eaux souterraines est observée, l'exploitant, en accord avec l'inspection de l'environnement, met en place un plan d'action et de surveillance renforcée. Ce plan d'action est notamment basé sur une évaluation du risque sanitaire.

Article 5 - Surveillance de la digue Nord-Est

Un suivi des deux inclinomètres I1 et I2 implantés conformément au plan joint en annexe dans la digue Nord-Est du massif de déchets est réalisé avec la périodicité suivante :

- à compter de la signature du présent arrêté : un relevé tous les 6 mois pendant 3 ans,
- puis, en l'absence d'évolution anormale constatée dans les relevés précités, la fréquence de ces derniers pourra être bisannuelle.

En cas d'anomalies et/ou déformations significatives constatées, soit lors des contrôles visuels prévus à l'article 2 du présent arrêté, soit lors des mesures des inclinomètres, l'exploitant informera immédiatement l'inspection de l'environnement en indiquant les actions correctives qu'il compte mettre en place pour éviter toute rupture de la digue.

Article 6

Les prescriptions de l'article 6, transmission des résultats, de l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2006 sont modifiées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'exploitant suit les résultats des analyses et mesures pratiquées en application des articles 3, 4 et 5 du présent arrêté, il les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

Les rapports établis dans le cadre de ce suivi sont conservés par l'exploitant et tenus à la disposition permanente de l'inspection de l'environnement.

Article 7 – Voies de recours

Conformément à l'article L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de DIJON, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté.,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des dangers ou inconvénients que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 8 – Publicité

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairies de Montceau-les-Mines et de Savignes-les-Mines, communes où est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de ces mairies par les soins des maires.

Un avis rappelant la délivrance de la présente décision et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux diffusés sur tout le département.

Article 8 – Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture, MM. les sous-préfet de Chalon-sur-Saône et de Charolles, Mme et M. les maires de Montceau-les-Mines et de Sanvignes-les-Mines, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera faite à : la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne-Franche-Comté, unité départementale de Saône-et-Loire, à Mâcon.

Mâcon, le

18 MAI 2016

Le préfet

Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

Bachir BAKNTI

Vu pour être annexé à
notre arrêté en date de ce jour
Macon, le 18 MAI 2016
Pour le préfet,
le secrétaire général de la
préfecture de Saône-et-Loire

LIMITE DU SITE - DOSSIER DE CESSATION D'ACTIVITE

Bachir BAKHTI

